

Croissance démographique, revenus et épargne des ménages

Quelques interrogations sur le sens des causalités

Frein ou facteur de revenus et d'épargne, un aspect et un passage obligé d'un débat plus large relatif à l'effet de la croissance démographique sur l'accumulation et le développement économique. Débat, objet d'une controverse séculaire où chaque hypothèse paraît être sujette à autant de justifications ou d'objections que sa rivale.

L'objet très modeste de cette réflexion étant tout au plus d'apprécier dans le cas du Maroc la portée de certains arguments faisant de la croissance démographique un frein systématique à la formation de l'épargne d'une part, d'autre part les limites à l'argument imputant la disparité et la faiblesse des revenus à l'accroissement démographique ; l'un comme l'autre des deux arguments péchant par la non prise en compte de certains facteurs susceptibles d'atténuer les effets considérés et par l'imprécision quant au sens des causalités.

Abdellah Mezzine

Faculté des Lettres et des Sciences humaines, Université Mohammed V-Agdal, Rabat

1. Introduction

L'effet des variables démographiques sur le développement est important, incontestable, mais relativement difficile à préciser. Imprécision d'autant plus grande que le débat sur l'influence démographique dans les pays en développement demeure souvent associé à l'idée de l'effet défavorable d'une croissance démographique sur les ressources s'inscrivant presque toujours dans un courant de pensée pour lequel la condition première du développement est le ralentissement de la croissance démographique par la baisse de la fécondité. Or, le problème étant avant tout de savoir si l'accroissement démographique est une cause ou un effet du sous-développement ? Question fondamentale à laquelle nous ne prétendons pas répondre, mais tout au plus d'en discuter certains aspects ayant trait à l'effet sur les revenus et l'épargne des ménages.

Les principaux arguments utilisés pour faire de la croissance démographique un obstacle ou au contraire un stimulant au développement

font en effet explicitement ou implicitement référence à l'impact de l'accroissement démographique sur l'épargne à travers son impact sur la répartition des revenus et sur l'accumulation.

Ainsi trouve-t-on comme facteurs d'une faible épargne le manque "d'esprit de prévoyance", "l'horizon temporel limité", la structure par âge... De même qu'est souvent incriminée la famille étendue et la solidarité familiale qui en résulte comme obstacle à l'accumulation : la capacité d'épargne des titulaires de revenus stables et élevés étant limitée par la nécessité de subvenir aux besoins de consommation de leur famille. Ces mêmes structures démographiques sont considérées au contraire par d'autres comme un stimulant à l'épargne : potentiel démographique source d'épargne cachée, famille élargie source de revenus multiples, solidarité familiale obligeant les titulaires de revenus élevés à plus de prévoyance pour la communauté dont ils sont responsables... Autant d'arguments contradictoires qui démontrent le rapport étroit entre structures démographiques et épargne, mais qui attestent en même temps de la difficulté à saisir la nature de ces rapports.

Il convient ici de présenter les principaux arguments utilisés pour faire de la croissance démographique un frein à l'accumulation et donc au développement, puis de voir dans quelle mesure ces arguments ont une quelconque signification dans le cas du Maroc. L'action spécifique des structures démographiques sur les revenus et l'épargne des ménages étant, on l'a signalé, presque toujours un passage obligé de ces arguments.

Il s'agira de discuter en particulier de la portée de certains arguments faisant des structures familiales et de la répartition par âge un obstacle à la formation de l'épargne, puis de vérifier le sens de certaines causalités, notamment celle liant croissance démographique et niveau des revenus.

2. La croissance démographique, obstacle au développement

Les nombreux arguments présentés à l'appui de la thèse selon laquelle la croissance démographique constitue un obstacle au développement peuvent être regroupés sous trois chefs principaux : le prélèvement sur des ressources limitées, l'effet sur l'accumulation et l'impact sur la répartition des revenus.

Le prélèvement sur les ressources limitées étant l'argument le plus général mais aussi le moins pertinent quant à l'analyse des effets de la croissance démographique sur le développement (1). Cet argument fait en effet référence d'une part à la raréfaction à plus ou moins longue échéance des ressources disponibles, la superficie cultivable et plus encore la superficie habitable constituant une limite inéluctable à la croissance démographique ; d'autre part au fait qu'à court terme, l'augmentation de la population active est supposée entraîner une baisse de la productivité marginale.

C'est par contre au niveau des deux autres arguments que l'effet spécifique de la croissance démographique sur l'épargne semble être le plus explicite.

(1) P. Guillaumont, *Economie du développement*, collection Themis, PUF, t. 2, *op. cit.*, p. 224

Nous préciserons d'abord les hypothèses et aborderons ensuite certains usages et vérifications dont elles furent l'objet.

2.1. La croissance démographique, frein à l'accumulation

L'idée générale ici étant que le rythme d'accumulation peut être défavorisé par une croissance démographique rapide dans la mesure où celle-ci entraîne une structure par âge relativement jeune. Ainsi, une baisse des taux de fécondité, par la modification de la structure par âge qui l'accompagne, est supposée avoir un effet positif sur le taux d'épargne. Les arguments émis de part et d'autres s'articulant donc globalement autour de deux hypothèses : l'hypothèse du rapport de dépendance et l'hypothèse du cycle de vie.

2.1.1. Les hypothèses

2.1.1.1. L'hypothèse du rapport de dépendance

La constatation d'une structure par âge particulièrement jeune dans les économies sous-développées à croissance démographique rapide fait que le taux de dépendance démographique (dependency ratio), c'est-à-dire le rapport de la population inactive à la population totale (ou à la population active) (2), y est donc élevé. C'est ainsi qu'en 1980, le pourcentage de la population d'âge inactif (moins de 15 ans, 65 ans et plus) était en moyenne de :

- 47 % dans les pays à revenu faible autres que la Chine (35 %) et l'Inde (43 %) ;
- 45 % dans les pays à revenu intermédiaire, avec une assez forte dispersion dans cette catégorie (52 % au Kenya, 51 % en Algérie, 44,78 % au Maroc (3), 40 % en Colombie, 38 % en Corée du Sud, en Argentine...)
- 34 % dans les pays industriels à économie de marché (32 % au Japon) et dans les pays industriels à économie centralisée (4).

Cette structure par âge ou son évolution peut agir sur le revenu par tête de deux façons : l'une directe et automatique, l'autre indirecte par le taux d'épargne qui est plus incertaine.

A un niveau donné de produit par actif (Y/L) correspond un produit par tête (Y/P) d'autant plus élevé que le taux d'activité (L/P) est plus élevé : une baisse de fécondité qui, du moins pendant une certaine période, entraîne, toutes choses égales d'ailleurs, une diminution du taux de dépendance (augmentation de L/P), a pour effet automatique une augmentation du produit par tête.

Cette augmentation entraîne elle-même un taux d'épargne plus élevé si celui-ci est une fonction du revenu par tête. Ainsi indirectement la structure par âge influence-t-elle le taux d'épargne, le taux d'investissement et donc le taux de croissance.

(2) Ce taux étant lui-même la somme du taux de dépendance relatif aux classes jeunes et du taux relatif aux classes âgées.

(3) Si l'on tient compte pour le Maroc de la population réellement occupée au sein de la population active, ce taux avoisine les 65 % en 1995.

(4) Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde*, 1982, p. 62-63.

(5) A. Coale, E. Hoover, *Population Growth and Economic Development in Low Income Countries : a case study in India Prospects*, Princeton University Press, 1958.

(6) A. Mezzine, « L'inégalité des revenus, facteur de régression de l'épargne », *Annales marocaines d'économie*, n° 13, automne 1995.

(7) *Idem*.

(8) La structure par âge ou les taux de dépendance sont en effet explicitement pris en compte dans ces analyses transversales où le taux d'épargne (S/Y) et l'épargne par tête (S/P) sont régressés sous forme logarithmique sur le produit par tête, son taux de croissance et les taux de dépendance.

(9) J. Tobin, « Les disparités internationales

Ce type de raisonnement, qui a été présenté en 1958 par Coale et Hoover (5) dans un ouvrage appliqué au cas de l'Inde, a été maintes fois repris et est à la base de nombreux modèles démo-économiques. L'idée générale en est l'inconvénient que constitue la croissance démographique pour le développement économique ; handicap d'autant plus important, souligne l'étude, qu'il est indépendant de la densité et est par conséquent utilisé pour prôner une diminution de la fécondité dans les pays faiblement peuplés aussi bien que dans les pays qui le sont de façon très dense.

Le caractère défavorable de l'accroissement démographique a été explicité par les deux auteurs par référence notamment à l'effet dépressif sur l'épargne de cet accroissement en utilisant une fonction d'épargne qui s'établit comme suit :

$$S = aY - bP$$

qui peut s'exprimer :

$$S/Y = a - b/y \text{ ou } S/P = ay - b$$

(avec S l'épargne, Y le revenu, P la population et $y = Y/P$ le revenu par tête).

Des fonctions voisines prenant en considération la structure par âge ou le taux de dépendance démographique ont – on l'a vu à propos de la répartition des revenus (6) – par la suite été utilisées pour tester cette hypothèse notamment par Leff, Landau et Singh et en association avec d'autres variables explicatives par la CNUCED (7). Dans ces études, la question qui semble avoir le plus retenu l'attention est celle de savoir s'il existe une relation entre la structure par âge et le taux d'épargne. Les analyses transversales effectuées par Leff à partir de données portant sur des économies sous-développées aussi bien que des économies industrielles faisant du taux d'épargne (ou de l'épargne par tête) une fonction du produit par tête, du taux de croissance de celui-ci et des "taux de dépendance" : ceux-ci étant le rapport des groupes de population inactive (en dessous de 15 ans, au dessus de 65 ans) à la population totale (ou active) (8). La conclusion de ces études étant que le taux de dépendance – pour les pays en développement le taux concernant la population jeune – apparaît comme la principale variable explicative, influençant négativement le taux d'épargne.

2.1.1.2. L'hypothèse du cycle de vie

S'articulant sur le même principe que l'hypothèse précédente à savoir le rapport défavorable à l'épargne d'une croissance démographique forte par l'élargissement qui en découle des groupes de populations inactives, l'hypothèse du cycle de vie pose en effet le problème de l'incidence de la structure démographique sur le comportement patrimonial ou plus précisément l'effet de la structure par âge sur le comportement vis-à-vis du revenu et de l'épargne.

L'hypothèse du cycle de vie standard (9) qui reprend l'hypothèse initiale du cycle de vie d'Ando et Modigliani (10), met l'accent sur le profil du

revenu par âge : celui-ci est généralement croissant durant la vie active puis chute brusquement. Le comportement standard selon cette hypothèse étant que le ménage est amené à répartir sa consommation sur l'ensemble de sa vie et à la maintenir sur une tendance de croissance régulière. Il en résulte une différenciation entre profil de revenu et profil d'épargne ; le rôle de l'épargne étant en effet d'ajuster la consommation au profil du revenu, d'où un profil d'épargne différent de celui du revenu.

Schématisée, l'explication de cette hypothèse (11) est la suivante :

Les ménages s'endettent en début de vie active en anticipant leurs revenus futurs, puis dégagent une épargne croissante à mesure que leur revenu progresse. Enfin, ils désépargnent pendant leur retraite. Ce profil indique une montée de l'épargne tout au long de la vie active puis une chute brutale due à la désépargne au moment de la retraite. Le patrimoine présente alors le profil en "bosse" caractéristique du cycle de vie. Dans ce modèle de "cycle de vie standard", appelé par ailleurs "cycle de vie sans incertitude", l'épargne répond à deux motifs seulement : le remboursement de l'endettement contracté en début de vie active et la constitution d'un capital permettant de financer la retraite.

Il en résulte un lien étroit entre croissance démographique (celle-ci déterminant par conséquent la structure par âge de la population) et taux d'épargne, lien qui peut être explicité à travers les deux cas de figure suivants :

– Si la population est stationnaire et s'il y a le même nombre d'individus par classe d'âge, la proportion des retraités par rapport aux actifs est la même que le rapport de la durée de la retraite à celle de la vie active et le taux d'épargne est par conséquent nul. Au niveau macro-économique en effet, le même nombre d'individus par classes d'âge aboutit à une égalité entre épargne et désépargne globale ; le taux d'épargne nul traduisant le fait que l'épargne des individus en période de vie active est absorbée par la désépargne d'un montant égal des individus en phase de retraite.

– L'autre cas de figure, le plus vraisemblable, suppose une population croissante avec par conséquent une différenciation du nombre d'individus par classes d'âge qui agit favorablement sur le taux d'épargne par l'élargissement qui en découle des classes d'âge actif. Une distinction est toutefois faite entre épargne et patrimoine, de sorte qu'à l'effet favorable sur le taux d'épargne s'oppose un effet défavorable sur la richesse ou le patrimoine. En effet le patrimoine, c'est-à-dire l'épargne cumulée, augmente avec l'épargne mais diminue avec le taux de croissance de la population : la croissance de la population entraînant une augmentation des populations jeunes alors que ce sont les populations âgées qui détiennent l'essentiel de ce patrimoine.

Résumée, l'idée générale dans cette hypothèse est en définitive que les taux d'épargne sont successivement croissants et décroissants avec l'âge. Il en résulte que la croissance démographique, qui s'accompagne d'une augmentation du rapport de la population active à la population retraitée,

de comportement d'épargne : une analyse par le cycle de vie », étude reprise de la revue *Problèmes économiques* par le quotidien *l'Opinion* du 16/1/1991.

(10) A. Ando et F. Modigliani, « Test of the Life Cycle Hypothesis of Saving », *Bulletin of Oxford University Institute of Economics and Statistics*, vol. 19, mai 1957, p. 99-124.

(11) A. Masson, « Profils d'accumulation patrimoniale et modèles de cycles de vie », revue *Epargne et patrimoine des ménages*, vol. 34, n° 1 janvier 1983, PUF.

augmente le taux moyen d'épargne. Si au contraire les taux d'épargne sont croissants avec l'âge, la croissance démographique diminue le taux moyen d'épargne.

2.1.2. Usages et vérifications

La question qui semble avoir le plus retenu l'attention des deux hypothèses est de savoir s'il existe une relation entre structure par âge et taux d'épargne. Les vérifications dont furent l'objet les deux hypothèses ne semblent pas toutes corroborer l'hypothèse de départ formulée par Coale et Hoover et reprise plus tard par N. Leff. Les résultats obtenus par ce dernier sur la base d'analyses transversales concernant les taux de dépendance ont en effet été nuancés, voire critiqués par d'autres auteurs (12). La même objection qu'est l'absence de support empirique valable pour les pays en développement est formulée à l'encontre de l'hypothèse du cycle de vie. L'idée selon laquelle les taux d'épargne par âge seraient successivement croissants puis décroissants avec l'âge, ce qui entraînerait un effet positif de la croissance démographique sur le taux moyen d'épargne ne tiendraient en effet pour ces auteurs que pour les pays en développement les plus avancés (13).

A ces objections concernant le support empirique des hypothèses, autrement dit les objections ayant trait au caractère relatif des résultats empiriques eu égard au niveau de développement, d'autres objections furent formulées et concernent la forme exacte des fonctions d'épargne utilisées par ces hypothèses auxquelles est reproché un manque de précision quant à la nature exacte des variables prises en compte :

Une première objection fut ainsi formulée par Stephen Enke (14) en 1981 qui considère que le chiffre de la population susceptible d'agir (négativement) sur le volume d'épargne doit être converti en "unités de consommation". Sinon, considérer les enfants comme l'équivalent des adultes risque de faire surévaluer l'effet sur l'épargne d'une réduction de la fécondité.

Plus pertinente, une autre objection soulève l'imprécision de la fonction d'épargne utilisée quant à l'impact de la fécondité sur l'épargne des différents agents économiques. La précision apportée ici est donc la nécessité de distinguer la façon dont l'épargne des différents agents économiques est affectée par la croissance démographique. La façon, en effet, dont l'épargne des ménages est affectée par le niveau de leur fécondité n'est pas la même que celle selon laquelle l'épargne gouvernementale peut être affectée. S'agissant de l'Etat, le nombre d'enfants (et celui des personnes âgées) influence ses dépenses courantes (éducation, santé), mais aussi certaines dépenses d'investissement (écoles, hôpitaux, etc.) ; l'effet sur la structure de l'investissement, et pas seulement son niveau, doit alors être pris en compte. Chez Coale et Hoover il vient renforcer l'effet négatif d'une fécondité élevée, sans toutefois préciser l'impact de ces mêmes dépenses sur l'épargne des ménages.

(12) Notamment par Gupta et Adams (1971) ainsi que par Bilborrow qui montre que la relation supposée disparaît si l'on enlève trois pays particuliers (Venezuela, Israël, Porto-Rico), cf. P. Guillaumont, *Economie du développement, op. cit.*, t. 2, p. 222-230.

(13) Objection formulée aussi par Raw en 1982, cité par P. Guillaumont, *op. cit.*

(14) Précision apportée par l'auteur en 1981 dans les modèles élaborés pour le "TEMPO" (centre d'études avancées de General Electric), cité par P. Guillaumont.

En rapport avec l'objection précédente, il est aussi reproché à ces hypothèses, l'imprécision quant à la nature productive ou non de ces dépenses et dont l'impact à long terme sur l'épargne serait nécessairement différent. La question qui se pose en effet est de savoir si les investissements sociaux (généralement publics) rendus nécessaires par l'accroissement de la population, comme les dépenses publiques de fonctionnement en éducation et santé, ainsi que les dépenses privées en ces mêmes domaines et pour la nourriture des enfants, peuvent être traités comme improductifs, auquel cas une fécondité élevée entraîne nécessairement de fortes dépenses sociales au détriment de l'investissement productif (en capital matériel).

Ainsi, la discussion et les réponses à la question des effets de la croissance démographique et de la structure par âge qui lui correspond sur le rythme de l'accumulation peuvent être résumées dans les points suivants :

L'affirmation par des arguments néo-malthusiens des effets néfastes d'une forte fécondité sur l'accumulation à travers l'augmentation qui en résulte des dépenses publiques et privées, lesquelles dépenses, généralement à caractère social, se font par conséquent au détriment de l'épargne et de l'investissement productif.

Des nuances et des objections qui relativisent ces affirmations à travers une critique de l'analyse qui en constitue le fondement théorique, notamment l'usage qui est fait de la fonction d'épargne. L'impact de la croissance démographique sur l'accumulation semble plus dépendre en définitive selon ces critiques des facteurs suivants :

- de la définition même qui est donnée de l'épargne et de l'accumulation. De cette définition dépendent parallèlement les effets de la croissance démographique sur la productivité du capital évoqués à propos des dépenses ou investissements sociaux ;

- d'une analyse différenciée des agents qui épargnent, autrement dit une différenciation des effets de la croissance démographique sur l'épargne selon la nature et l'origine de cette dernière. Leibenstein (15) considère à ce propos que l'essentiel de l'épargne des ménages provient d'une petite fraction d'entre eux et que c'est sur ces ménages qu'il faut observer les effets de la fécondité ;

- des facteurs généraux qui déterminent l'accumulation : Leibenstein (16), soulignant là aussi que si l'investissement agit sur l'épargne autant que l'inverse, il faut considérer les effets que la croissance démographique peut exercer directement sur l'investissement.

Parmi les facteurs auxquels fait référence cette dernière remarque qui déterminent le niveau d'accumulation et qui sont tout aussi directement influencés par la croissance démographique, d'autres hypothèses mettent l'accent sur la répartition des revenus ou plus exactement sur l'impact négatif d'une forte fécondité sur la capacité d'épargne. La croissance démographique engendre à long terme une inégalité des revenus qui a un effet dépressif sur les revenus et l'épargne.

(15) Leibenstein, cité par L. Tabah, *Population Growth and Economic Development in the Third World*, Ordina ed., 1975.

(16) *Idem*.

2.2. La croissance démographique, facteur d'inégalité des revenus et de régression de l'épargne

(17) A. Mezzine,
« L'inégalité des revenus,
facteur de régression de
l'épargne », *op. cit.*

On retrouve ici quelques arguments dont nous avons déjà eu à discuter à propos de la répartition des revenus (17), et qui concernent le rapport défavorable à la formation de l'épargne et donc au développement d'une inégalité des revenus. L'idée générale est, on l'a vu, que le développement ne s'apprécie pas seulement en fonction de la croissance mais aussi selon la répartition des revenus qui l'accompagne ; or la croissance démographique, de par ses effets sur le développement, inclut des effets sur la répartition des revenus et donc sur l'épargne.

Divers arguments ont été avancés à l'appui de l'idée qu'une croissance démographique rapide est un facteur d'inégalité des revenus. Ces arguments paraissent pouvoir être regroupés autour de deux thèmes :

(18) Particularité qui
résulte de plusieurs
facteurs notamment la
faiblesse des niveaux
d'instruction, l'accès
limité aux moyens
contraceptifs... qui
caractérisent ces
populations.

- Le premier a trait aux effets qu'exerce la croissance démographique sur la répartition au sein d'une même génération (effets transversaux) que l'on peut expliquer de la façon suivante : si les familles les plus pauvres sont celles qui sont généralement réputées avoir le plus d'enfants (18) et qui de ce fait contribuent le plus à la croissance démographique (dans la mesure où leur fécondité supérieure n'est pas compensée par une plus forte mortalité des enfants), l'inégalité de répartition des revenus entre individus se trouve accrue par la fécondité ou plus précisément par les différences dans la dimension des familles qui en résulte. Par ailleurs, l'effet des différences dans la dimension des familles selon le revenu peut aussi agir sur la répartition des revenus entre familles ou individus d'une même génération de façon plus indirecte, dans la mesure où elle limite la mobilité géographique de la famille (donc la possibilité de saisir des occasions d'emploi) et où, en raison même du niveau plus faible de revenu, elle ne lui permet qu'un moindre taux d'épargne.

- Le deuxième thème concerne l'effet qu'exerce la croissance démographique sur la répartition des revenus à travers les effets qu'elle engendre au cours des générations successives (effets longitudinaux) qui peut s'expliquer aussi de la façon suivante : la croissance démographique affecte de façon différentielle la transmission de capital d'une génération à l'autre, ce caractère différentiel étant la manifestation de la dimension différentielle des familles selon le revenu du chef de famille soulignée dans le premier point. L'idée ici est que les familles pauvres transmettent à chacun de leurs enfants un moindre capital non seulement parce qu'elles sont pauvres, mais aussi parce qu'elles sont plus nombreuses. Cet argument valable pour le capital matériel l'est aussi pour l'éducation et la santé des enfants, variables dont dépendent leur productivité et donc leurs revenus ultérieurs dans la mesure où on considère à juste titre que l'attention portée à chaque enfant par les parents, notamment la scolarisation qui lui est offerte, les soins dont il bénéficie varient, toutes choses égales d'ailleurs, en raison inverse du nombre d'enfants.

En résumé, l'idée développée à travers ces deux thèmes est en définitive que la croissance démographique dans le Tiers-Monde accroît l'inégalité des revenus dans la mesure où à une plus forte croissance démographique correspondraient de plus fortes différences de dimension des familles selon le niveau de revenu. Ce phénomène qui a tendance à s'accroître davantage d'une génération à l'autre perpétue et amplifie par conséquent le rapport défavorable à l'épargne d'une croissance démographique rapide par le fait même que l'influence réciproque d'une répartition inégalitaire qui s'accompagne d'une démographie rapide est tout aussi vraie.

C'est la raison pour laquelle, avons nous signalé au début cette section, les arguments présentés ici se situent tous dans une perspective néo-malthusienne, en ce sens qu'il concourent à montrer les inconvénients qui résultent pour le développement de la croissance démographique et par conséquent les avantages qui résulteraient d'une diminution de la fécondité (19).

Mais, ces arguments n'ont pas l'exclusivité de la réflexion qui nous intéresse en ce sens que d'autres arguments moins défavorables à la croissance démographique leur sont parfois opposés (20).

3. Epargne et contrainte démographique au Maroc : la contestation du dilemme croissance démographique/formation de l'épargne

Signalons tout d'abord que l'essentiel des données dont nous disposons pour le Maroc résulte des différentes enquêtes de consommations et des dépenses des ménages qui sont faites à l'échelle nationale et de façon périodique. Elles ne permettent par conséquent qu'une analyse au niveau agrégé ou macro-économique, interdisant ainsi une perception plus fine à l'échelle du ménage (l'effet des variables étudiées n'étant pas nécessairement les mêmes à l'échelle du ménage qu'à l'échelle nationale et inversement). La périodicité des enquêtes interdit par ailleurs une approche sur l'ensemble d'un cycle de vie, de sorte qu'on devra le plus souvent se contenter d'observations ponctuelles.

Ces imperfections n'empêchent toutefois pas de relever certaines caractéristiques spécifiques à la contrainte démographique au Maroc, caractéristiques qui nuancent les effets négatifs théoriquement évidents des hypothèses auparavant évoquées.

Trois relations seront ainsi vérifiées :

- Il s'agit d'abord d'apprécier la relation entre croissance démographique et niveau de consommation, autrement dit la relation entre la taille du ménage et le niveau de sa consommation et donc, indirectement, d'apprécier la portée du rapport négatif à l'épargne de la taille du ménage.

- Il s'agit ensuite et dans le même ordre d'idée d'apprécier la portée des hypothèses du cycle de vie et du rapport de dépendance une fois pris en compte certaines caractéristiques et facteurs spécifiques de l'évolution des

(19) Plusieurs autres arguments ont été utilisés pour montrer les effets négatifs de la croissance démographique, dont certains ont été transposés au plan micro-économique, sous la forme de calculs coûts et bénéfices des naissances évitées. Un calcul de ce type a été présenté une première fois par Stephen Enke en 1966 et se propose de calculer ce que coûte une diminution de la fécondité suscitée par différents types de politiques et obtenue par différents moyens, puis calculer les bénéfices qui en résulteront pour la société en calculant le rapport de l'un à l'autre. Le même auteur soutient en conséquence que la limitation des naissances constituait l'investissement socialement le plus rentable qu'un pays tel que l'Inde pouvait entreprendre. Cf. P. Guillaumont, *Economie du développement*, op. cit., p. 233-236.

(20) Diverses autres hypothèses et arguments

faisant valoir le dynamisme induit par la croissance démographique, et dont ne traite pas la présente contribution, sont en effet souvent opposés aux arguments ci-dessus. Certains, à caractère général, sont relatifs à l'effet stimulant qui résulte de la croissance démographique aussi bien au niveau de la demande que de l'offre (dynamisme de la demande, dynamisme de l'offre : hypothèse de l'épargne cachée). D'autres, plus pertinents car spécifiques aux pays en développement, ont trait aux conditions sociales du changement qui accompagnent l'accroissement démographique (dynamisme social...). Dans l'un et l'autre cas figure aussi explicitement ou implicitement l'effet sur l'épargne et l'investissement.

(21) N. Ryder, « Reproductive behaviour and family life cycle », in *The population debate : dimensions and perspective*, United Nations, New York, 1975. Cité par l'étude : *Population et consommation au Maroc*, CERED, novembre 1988.

structures démographiques et familiales, autrement dit de voir dans quelle mesure l'effet négatif évoqué par ces hypothèses n'est pas allégé sinon inversé une fois pris en compte l'évolution de la structure par âge et l'existence de rapports spécifiques d'échange et de solidarité au sein de la famille.

- Il s'agit enfin de vérifier le sens de certaines causalités notamment celle liant croissance démographique et niveau des revenus.

3.1. Les limites aux hypothèses du cycle de vie et rapports de dépendances dans l'explication de la faiblesse de l'épargne

S'il est relativement aisé de percevoir les facteurs qui influencent la démographie individuelle, facteurs qui déterminent et différencient en conséquence les taux d'accroissement démographique, les différences dans la taille des ménages demeurent par contre difficile à expliquer dans la mesure où elles dépendent le plus souvent de caractéristiques et de comportements spécifiques aux populations concernées.

Un essai de quantification des liens entre démographie individuelle et démographie du ménage a toutefois été tenté par Ryder (21) en établissant la liaison entre les principaux taux démographiques à diverses phases de la transition démographique et la taille de la famille (voir tableau 1).

Tableau 1
Relation théorique entre les taux démographiques et la taille moyenne de la famille à différentes phases de la transition démographique

Taux en %	Natalité	Mortalité	Accroissement	Taille moyenne du ménage
Phase prétransitionnelle	42	42	0	3,2
Baisse de la mortalité	42	10	32	4,7
Transition achevée	14	14	0	3,4

Bien que certains facteurs susceptibles d'agir aussi sur la taille du ménage n'aient pas été pris en compte (la nuptialité, le divorce ou les migrations), l'idée qui ressort du tableau est que l'effet attendu des variables démographiques sur la taille du ménage dépend plus du cycle de vie du ménage que de la variation de ces variables. Autrement dit les mêmes variations à des phases différentes du cycle de vie du ménage peuvent avoir des effets différents. Ainsi, à natalité constante, la taille moyenne du ménage est d'autant plus élevée que la mortalité est basse ; à mortalité voisine 10 et 14 ‰, la taille moyenne est d'autant plus élevée que la natalité est plus élevée.

3.1.1. Taille du ménage et niveau de consommation : atténuation du rapport favorable à la dépense et défavorable à l'épargne

Reprenant pour le Maroc une suggestion de S. Kuznets (22), une décomposition a été tentée dans l'évolution de la taille moyenne du ménage

(22) S. Kuznets, « Sise and age structure of

entre 1971 et 1982, de la part due à l'augmentation du nombre moyen d'enfants au sein du ménage (résultant de l'interaction entre fécondité et mortalité des enfants), de celle due à l'augmentation du nombre moyen des adultes (résultant de la cohabitation ou de la séparation et accessoirement de la diminution de leur mortalité) (23).

L'intérêt de cette décomposition dont les résultats sont illustrés dans le tableau suivant réside dans le fait qu'elle renseigne de façon plus précise sur l'évolution non seulement de la taille du ménage mais aussi de sa composition, permettant ainsi de mieux saisir l'impact de l'accroissement démographique sur la consommation que ne le permettrait une démographie indifférenciée au niveau individuel.

family households : exploratory comparisons », *Population and Development Review*, juin 1978.

(23) A. Nouijai et A. Lfarakh, « Quelques facteurs explicatifs de l'évolution des ménages et des familles selon la taille », 6^e Colloque de démographie maghrébine, Rabat, 1985.

Tableau 2
Modification de la taille moyenne du ménage et de ses composantes entre 1971 et 1982 par milieu urbain et rural

	1971	1982	Dif. 1982-1971	Dif. en %
Enfants Adultes Ensemble	Milieu urbain		- 0,29 + 0,48 + 0,19	- 12,3 + 16,3 + 3,6
	2,35	2,06		
	2,94	3,42		
	5,29	5,48		
Enfants Adultes Ensemble	Milieu rural		+ 0,20 + 0,39 + 0,59	+ 7,4 + 12,7 - 10,2
	2,69	2,89		
	3,08	3,47		
	5,77	6,36		
Enfants Adultes Ensemble	Ensemble		- 0,08 + 0,44 + 0,36	- 3,13 + 14,6 - 6,4
	2,58	2,50		
	3,01	3,45		
	5,59	5,95		

Source : CERED, *Population et consommation au Maroc*, 1988.

Ainsi, si une augmentation générale de la taille du ménage dans la partie urbaine et rurale du pays est observée, la décomposition du ménage en adultes et enfants indique que la part de ces derniers a évolué différemment selon qu'il s'agit d'un ménage urbain ou d'un ménage rural, accusant dans le premier cas une diminution de 12,3 % contre une augmentation de 7,4 % pour le ménage rural.

L'explication en est une diminution de la fécondité plus intense que l'augmentation de la survie des enfants (ou la baisse de la mortalité) pour le milieu urbain, l'augmentation de la survie des enfants en milieu rural n'ayant par contre pas été compensée par une baisse de la fécondité.

Différences qui s'amenuisent, par contre en ce qui concerne les adultes dont la part augmente dans l'ensemble des milieux, plus fortement cependant en milieu rural qu'en milieu urbain. Cette augmentation du nombre des adultes dans le ménage d'une façon générale et dans le ménage urbain en particulier s'expliquant aussi par plusieurs facteurs dont notamment :

- le retard de l'âge du mariage aussi bien chez les hommes que chez les femmes qui modère la constitution de nouveaux ménages (ou de nouvelles familles) ;
- la cohabitation provisoire ou durable d'adultes célibataires ou parfois mariés avec leurs parents ;
- la diminution de la mortalité des adultes...

Ces différences dans l'évolution de la taille et de la composition du ménage paraissent être le fait de plusieurs facteurs dont certains sont en rapport étroit avec le revenu et la consommation. Les facteurs démographiques n'étant en effet dans la plupart du temps qu'une manifestation de comportements dont le mobile est souvent d'ordre économique et donc indissociable de l'attitude vis-à-vis des revenus de la consommation et de l'épargne, attitude qui détermine et qui est parfois aussi déterminée par ces facteurs et comportements démographiques.

Ainsi et pour nous limiter à quelques éléments d'explications plausibles de l'évolution ci-dessus, l'augmentation de la consommation notamment alimentaire ou celle des soins de santé ou d'hygiène peut expliquer une baisse de la mortalité qui se traduit par une augmentation de la survie des enfants dans le ménage. Dans le sens inverse, le souci de maintenir ou d'accéder à un niveau de consommation ou de niveau de vie décent fait que les individus en âge de se marier retardent leur entrée en union, et les couples mariés à pratiquer la contraception, entraînant dans l'un et l'autre cas une diminution de la fécondité et partant du nombre moyen d'enfants au sein du ménage. L'autre conséquence du retard de l'âge du mariage est le gonflement du nombre moyen d'adultes par ménage, gonflement qui a pour effet certain une diminution des dépenses de consommation (voir tableau 3). La cohabitation accrue au sein d'un même ménage a en effet généralement pour mobile et pour conséquences une réduction des dépenses de consommation (le maintien pour un ensemble d'individus rassemblés par des liens familiaux du regroupement en un seul ménage entraînant nécessairement des dépenses moindres que l'éclatement du noyau familial en plusieurs ménages en raison justement de ce regroupement qui évite l'émiettement des dépenses).

Tableau 3
**Décomposition de l'inégalité de la dépense
par tête selon la taille du ménage**

Taille du ménage	% de la population	Dépense par tête en dirhams
1 à 2 personnes	4,3	12 259
3 à 4 personnes	14,1	10 027
5 à 6 personnes	24,8	7 425
7 à 8 personnes	26,0	5 955
9 personnes et plus	30,8	4 780
Ensemble du pays	100,00	6 780

Source : Direction de la Statistique, *Niveau de vie des ménages*, vol. 2.

Ces quelques éléments d'explication montrent en définitive que l'évolution de la taille du ménage est expliquée plus par des variables économiques et de comportement vis-à-vis des revenus et des dépenses, que par l'évolution des différents indicateurs démographiques (encore que ces derniers soient aussi et dans une grande mesure le fait des mêmes variables socio-économiques et de comportement). Le recul de l'âge du mariage est à cet égard un exemple significatif parmi d'autres des comportements résultant de l'interaction entre variables démographiques et variables économiques dans la mesure où, ayant généralement un mobile économique (faiblesse d'un revenu permettant de fonder un ménage indépendant), il influence la taille du ménage en agissant aussi bien sur la fécondité et le nombre des adultes que sur le rapport du ménage à la consommation et à la dépense.

Ces explications montrent aussi que les effets théoriquement réputés favorables à la consommation et donc implicitement défavorables à l'épargne de l'augmentation de la taille du ménage doivent être nuancés dans la mesure où ils peuvent être atténués d'une part par l'augmentation qui en résulte du nombre des adultes pouvant être source de revenus additionnels, et d'autre part par la diminution des dépenses par ménage due à ce qu'on pourrait assimiler à des économies d'échelle résultant du regroupement de plusieurs individus au sein d'un même ménage (24).

L'augmentation de la taille du ménage n'est donc pas en définitive un facteur de diminution systématique de l'épargne, même si elle contribue globalement à l'augmentation de la consommation et donc de la dépense. Des caractéristiques inhérentes aussi bien à l'évolution des composantes démographiques qu'à certains comportements dictés par des contraintes économiques arrivent en effet à atténuer les effets réputés défavorables, voire dans certains cas inversent ces effets.

Mais l'évolution de la structure et de la taille du ménage n'est pas la seule à prendre en compte pour apprécier l'impact de l'accroissement démographique sur les revenus et l'épargne, d'autres facteurs inhérents aux structures familiales dans leur ensemble peuvent aussi jouer dans le sens d'une atténuation des effets défavorables évoquées ci-dessus de la structure par âge et du rapport de dépendance qui en résulte.

3.1.2. L'évolution de la structure par âge, facteur d'allègement de la contrainte démographique

S'il est aussi relativement aisé de percevoir l'influence sur la consommation et la dépense de l'évolution de la taille du ménage et, par conséquent, d'avancer quelques éléments d'explication qui plaident pour une atténuation du rapport négatif de cette évolution à l'épargne, il est par contre difficile de se prononcer sur l'influence des structures familiales dans leur ensemble. Or, plus que la taille du ménage, ce sont les nombreux liens et rapports qui prévalent au sein de la famille qui sont souvent mis en cause

(24) Il ressort en effet aussi de l'étude sur la population et la consommation au Maroc (1988) que l'accroissement de la taille du ménage est dû principalement à l'augmentation du nombre des adultes dans ce dernier. Augmentation qui a contribué à amortir l'incidence de la croissance démographique sur la dépense : l'accroissement de la dépense par ménage (1,5 % en moyenne de 1971 à 1985) est supérieure à la dépense par tête (1,1 %) en raison de l'augmentation de la taille moyenne du ménage, mais en raison des économies d'échelle, le niveau de vie moyen, impossible à mesurer certes, a du augmenter à un rythme compris entre 1,1 % (limite inférieure) et 1,5 (limite supérieure).

dans l'appréciation du rapport à l'épargne : le plus souvent comme handicap à la formation de l'épargne par la charge que constituent la famille étendue et les nombreux transferts pour les actifs ; les mêmes phénomènes de regroupement, de solidarités et de transferts étant considérés par contre comme facteurs d'entraide, de revenus additionnels qui ne peuvent être que favorables à l'épargne des catégories qui en bénéficient.

La complexité des structures familiales, souvent encore empreintes de rapports et de liens traditionnels, est telle en effet qu'il est difficile d'appréhender leur impact sur l'épargne. Et quand bien même on dispose de données significatives sur la taille, les revenus et les dépenses des ménages, l'origine, l'ampleur et le sens des transferts de ces revenus demeurent difficiles à déterminer. Cette difficulté d'appréhender la nature, l'ampleur et le sens des transferts familiaux rend en définitive discutable la notion de rapport de dépendance qui résulterait de la structure par âge.

Aussi, nous nous limiterons ici à relever pour le Maroc certaines caractéristiques et tendances démographiques dont la spécificité permettrait sinon de contester du moins de nuancer l'effet négatif sur les revenus et l'épargne de la structure par âge et de l'hypothèse qui en résulte du rapport de dépendance

Nous emprunterons pour ce faire quelques conclusions aux communications faites dans le cadre du "séminaire sur la famille au Maroc" (25), ainsi qu'à l'étude sur la sécurité sociale (26). L'un et l'autre des deux documents présentant en effet des éléments d'explications où l'on pourrait déceler des raisons qui militeraient pour une atténuation des effets susmentionnés.

(25) Séminaire sur la Famille au Maroc, CERED, Rabat, 12 novembre 1996.

(26) Sécurité sociale et développement socio-économique, CERED, Rabat 1997.

3.1.2.1. L'allègement de la pression démographique

Il ressort du dernier recensement de la population que le taux d'accroissement démographique annuel moyen estimé à 2,06 % confirme une tendance à la baisse déjà constatée durant les précédents recensements dont les taux moyens annuels furent respectivement de 2,8 et 2,6 % pour les périodes 1960-1971 et 1971-1982 (27).

L'évolution ainsi enregistrée est attribuée à la conjugaison des tendances des principales composantes de l'accroissement démographique dont notamment :

- une baisse remarquable du taux de mortalité (19 ‰ en 1962, 10,6 ‰ en 1980 et 7,4 ‰ en 1987) ; baisse qui s'est traduit par une amélioration de l'espérance de vie (estimée respectivement pour les mêmes dates à 47, 59 et 65 ans), soit un gain de 18 ans pour la période des 25 années considérées ;
- une baisse notable de la fécondité dont la tendance d'abord lente entre 1962 et 1980, avec respectivement un nombre moyen d'enfants par femme de 7 et 6, puis relativement plus rapide, enregistrant une moyenne de 5,5, 4,5 et 4 respectivement pour les années 1982, 1987 et 1992.

(27) *Idem.*

Les principaux facteurs ayant contribué à cette évolution sont, on l’a souligné à propos de la taille des ménage, imputables à l’amélioration générale des conditions de vie qui permettent aussi bien un recul de la mortalité (amélioration des conditions sanitaires et d’hygiène), qu’une baisse de la fécondité (amélioration du statut et du niveau d’instruction de la femme, recul de l’âge du mariage et utilisation de moyens contraceptifs...).

Ces mutations démographiques, qu’on peut expliquer en grande partie par l’amélioration du niveau de vie, ne sont pas sans rapport avec cette amélioration dans la mesure où elles sont à l’origine de transformation de la structure par âge de la population (voir tableau 4) laquelle influe en retour et dans une large mesure aussi sur le niveau de vie, en ce sens qu’elle détermine un rapport de dépendance pouvant être favorable ou défavorable aux revenus et partant à l’état du niveau de vie.

Ainsi, l’évolution conjuguée de la fécondité et de la mortalité s’est-elle traduite au niveau de la structure par âge notamment par :

- une réduction continue du poids des enfants par rapport à la population totale : après avoir été de 44,3 % en 1960, la part des moins de 15 ans est passée à 42,2 % en 1982 et 37 % en 1994, soit une diminution de 7 points ;
- une augmentation de la part des personnes en âge d’activité (15-59 ans) qui a atteint la part de 55,9 % en 1994 contre 51,6 % en 1982 et 47,2 % en 1971.

Tableau 4
Evolution de la structure par âge de
la population de 1960 à 1994 (en %)

Age	1960	1971	1982	1994
Moins de 15 ans	44,3	45,7	42,2	37,0
15-59	48,3	47,2	51,5	55,9
60 et +	7,4	7,1	6,3	7,1
Total	100	100	100	100

Source : Direction de la Statistique, *Tendances démographiques*.

Cette évolution n’est en effet pas sans rapport avec l’évolution du taux de dépendance qui renseigne sur la charge économique que doivent supporter les personnes en âge d’activité, charge qui influe sur la capacité d’épargne de ces personnes.

3.1.2.2. L’infléchissement du rapport de dépendance (28)

L’évolution de la fécondité et de la mortalité qui viennent d’être décrites ont pour effet une modification de la structure par âge de la population, laquelle détermine un rapport de dépendance qui peut être défavorable ou favorable à l’épargne des personnes actives selon que ce rapport est ou non

(28) Signalons tout d’abord que si ce rapport est sensé théoriquement renseigner sur la charge des individus d’âge inactif en rapport à la population d’âge actif,

cette indication reste approximative dans la mesure où les personnes en âge d'activité ne sont pas toutes réellement actives et que certaines personnes considérées comme inactives arrivent à exercer une activité économique avant ou après l'âge théorique d'activité.

(29) CERED, *Sécurité sociale et développement socio-économique*, op. cit. Ces projections sont faites sur la base des résultats des différentes enquêtes démographiques réalisées jusqu'à présent, notamment ceux relatifs à la fécondité et à la mortalité, et les données de la dernière opération de recensement de 1994.

important. Nonobstant la remarque soulignée à propos de l'imperfection de la notion d'âge d'activité (existence d'actifs en chômage, ou d'inactifs exerçant une activité avant ou après l'âge d'activité, personnes actives à temps partiel, ou exerçant des activités informelles et considérées à tort comme inactifs...), et si nous nous en tenons uniquement à l'aspect quantitatif du dit rapport, il est permis d'avancer que l'évolution de la structure par âge aurait tendance à favoriser la catégories des personnes en âge d'activité. Cette tendance est d'autant plus perceptible et est appelée à se concrétiser davantage que les facteurs qui déterminent les deux variables explicatives principales de cette évolution (baisse de la fécondité et de la mortalité) ne peuvent en l'absence de facteurs perturbateurs majeurs que s'affirmer.

Aussi, considérant que le temps de réponse des structures démographiques à l'effet des variables démographiques n'est significatif que sur un temps relativement long, nous avons utilisé pour approcher l'évolution du rapport de dépendance les projections du CERED (29) faites dans le cadre d'une étude visant à appréhender l'impact de l'évolution démographique sur la couverture sociale au Maroc.

Tableau 5
**Evolution du rapport de dépendance et de ses composantes
entre 1960 et 2014 (en pourcentage)**

Année	Moins de 15 ans	15-59 ans	60 ans et plus	Rapport de dépendance	Rapport de jeunesse	Rapport de vieillesse
1960	45,97	46,86	7,15	107,0	91,7	15,3
1971	45,75	47,14	7,09	112,1	97,1	15,1
1982	42,15	51,15	6,3	94,0	81,8	12,2
1994	37,03	55,89	7,07	78,9	66,3	12,6
2000	32,31	60,43	7,26	65,49	53,48	12,01
2014	25,11	65,64	9,25	52,35	38,26	14,09

Source : CERED, *Sécurité sociale et développement socio-économique*.

L'évolution décrite ci-dessus de la structure par âge et du rapport de dépendance qui en résulte confirme en effet une tendance à la baisse de la charge des inactifs, et ceci aussi bien au niveau de l'évolution déjà observée (1960-1994) pour laquelle le taux de dépendance a diminué d'environ 33 points, que pour la période ayant fait l'objet de la projection. Cette évolution à la baisse du rapport de dépendance sera d'autant plus manifeste et plus rapide pour la période de projection et au delà que les anciennes générations, nombreuses en raison du niveau élevé de fécondité, viendront gonfler la part des adultes. C'est ainsi que la population âgée de 15 à 60 ans estimée à 56 % de la population totale en 1994 passerait à 60,4 % à la fin du siècle et avoisinerait les 2/3 de cette population en 2014. La baisse

conjointe des taux de fécondité et de mortalité, avec toutefois un rythme plus prononcé du taux de fécondité, explique par ailleurs l'écart constaté dans la composition du rapport de dépendance en faveur de la réduction du poids des enfants. Il ressort en effet aussi du tableau ci-dessus que dans la composition du ratio de dépendance évalué à 78 personnes à charge pour 100 adultes en 1994 et 43 personnes en 2014, la baisse du poids des enfants soit plus importante que l'augmentation du poids des personnes âgées : le poids des enfants passant sous l'effet de la baisse de la fécondité de 66,3 enfants à charge pour 100 adultes en 1994 à 38,3 en 2014, contre une augmentation de 1,4 point des personnes âgées (12,7 % en 1994 et 14,1 % en 2014).

3.1.3. Des rapports spécifiques d'échange et de solidarité qui atténuent l'effet défavorable à l'épargne des structures familiales

L'idée générale des hypothèses antinatalistes est que le rythme d'accumulation peut être défavorisé par une croissance démographique rapide, dans la mesure où celle-ci entraîne une structure par âge relativement jeune, laquelle engendre en conséquence un rapport de dépendance défavorable à cette accumulation. L'accent est mis ici exclusivement sur l'aspect quantitatif des relations verticales parents-enfants où ces derniers sont supposés constituer la charge à supporter par les parents adultes. Or, à analyser l'espace familial au Maroc, on s'aperçoit que la relation verticale parents-enfants n'est pas exclusive. Des rapports de soutien, de solidarité et d'échange, inhérents aussi bien à la persistance de structures familiales traditionnelles qu'à l'apparition de facteurs déséquilibrants de précarité tels que le chômage ou la crise du logement, font en effet en sorte que les transferts correspondants s'opèrent aussi bien dans le sens vertical parents-enfants que dans le sens opposé enfants-parents, mais aussi dans un sens horizontal : parents-proches parents, faisant en sorte que l'impact supposé défavorable à l'épargne et à l'accumulation des chefs de famille n'est pas systématique.

L'enquête sur la famille et les réseaux de solidarité familiale au Maroc (30) nous fournit quelques exemples de ces flux d'échange et de transferts intra-familiaux qui permettent de nuancer les effets défavorables à l'accumulation très souvent imputés à la charge que constitue pour le chef de ménage "la famille élargie", en mettant l'accent sur l'aspect positif de la cohésion et de la solidarité que cette dernière contribue à perpétuer.

Nous lui emprunterons quelques données qui montrent que les flux d'échange et de soutien s'opèrent aussi en faveur du chef de ménage, contribuant ainsi à alléger le poids de la charge familiale.

3.1.3.1. La famille élargie source d'apports multiples

En abordant l'analyse des données relatives aux prestations et services fournis ou reçus par des ménages appartenant à une même famille, on est

(30) M. El Harras, *les Réseaux de solidarité familiale, Enquête nationale sur la famille et les réseaux de solidarité familiales*, CERED, *op. cit.* Cette partie de l'enquête traite du concept de famille tel qu'il est perçu par les chefs de ménage, des réseaux de solidarité qui comprennent tous les individus pour lesquels "on accepte de sacrifier

du temps, de l'argent et des efforts", ainsi que sur les réseaux d'autoprotection dont font partie les individus auxquels on demande habituellement de l'aide.

(31) En dépit de la cassure subie au niveau de la proximité due notamment à l'extension de la mobilité et de l'éloignement géographique grandissant entre les membres de la famille, les interactions et les supports mutuels continuent en effet d'être remarquablement intenses au sein de la parenté. La précarité des conditions d'existence, les aléas sur le marché du travail qui peuvent se répercuter sur la vie conjugale du jeune ménage expliquent en partie cet attachement à la solidarité parentale.

d'abord frappé par la diversité de ces services. De la simple intervention ou recommandation en vue de trouver un emploi jusqu'à la prise en charge pure et simple d'un parent, la solidarité entre proches peut en effet revêtir plusieurs aspects et donner lieu à diverses prestations qui peuvent aller de l'apport en travail, aux prêts financiers, aux dons alimentaires ou vestimentaires, pour atteindre le degré le plus significatif de cette solidarité qu'est l'hébergement des membres de la famille. Notre attention a aussi été attirée par l'évolution de la nature de ces services et par leur adaptation aux nouvelles conditions de vie et de mobilité spatiale (31) des ménages notamment l'apparition de facteurs déséquilibrants de précarité qui guettent les jeunes ménages. On est enfin et surtout frappé par la particularité de la réciprocité de ces transferts. Cette particularité faisant en sorte que la charge assumée par le chef de ménage pour subvenir aux besoins de sa famille est atténuée aussi bien par les apports des enfants que par ceux de ses proches. Cette charge est d'autant plus atténuée que le réseau familial est étendu et est par conséquent source d'apports et de soutiens multiples pour le chef du ménage.

Les tableaux ci-dessus montrent en effet qu'aucun des aides familiaux du chef du ménage n'est donneur exclusif, ni non plus receveur exclusif. Tous sont en même temps donneurs et receveurs d'aide, participant ainsi, quoique de manière variable et déséquilibrée, à une sorte de réciprocité généralisée.

Tableau 6
Répartition des services fournis et reçus par les ménages en 1995
(en % et selon le milieu de résidence)

Milieu de résidence	Urbain		Rural		Total	
Services	Fournis	Reçus	Fournis	Reçus	Fournis	Reçus
Services en travail	17,12	22,73	24,87	23,72	20,36	23,21
Hébergement	34,34	24,97	43,24	24,17	38,05	24,57
Prêts en argent	9,86	16,20	6,76	14,97	8,56	15,60
Prêts non financiers	3,28	3,32	4,71	5,53	3,83	4,40
Transferts en argent	14,45	11,55	3,99	10,57	10,08	11,06
Dons en produit	13,32	14,08	12,56	14,34	13,00	14,21
Régl. prob. divers.	5,62	3,26	2,05	3,33	4,13	3,29
Autres	1,99	3,87	1,81	3,27	1,91	3,57
Total	100	100	100	100	100	100

Source : CERED, 1996, *Enquête sur la famille au Maroc*.

Loin de refléter la réalité des flux entre ménages d'une même famille, ne serait ce que par la nature quelque peu embarrassante de l'enquête dont l'objet touche à l'intimité du ménage et requiert par conséquent une certaine

discrétion de la part des enquêtés (32), les données ci-dessus n'en demeurent pas moins significatives d'une entraide dont la comptabilisation des flux aurait certainement eu une incidence de nature à nuancer l'impact négatif imputé à l'étendue de la famille.

C'est le cas notamment de l'hébergement qui figure parmi les services les plus échangés entre les ménages (38,05 et 24,57 %), service dont bénéficient particulièrement les ménages les plus jeunes et qui constitue pour eux autant de dépenses et de ponctions en moins pour leur budget que les loyers sont souvent chers.

C'est aussi le cas des divers services fournis ou reçus sous forme de travail (20,36 et 23,21 %) et dont la non comptabilisation signifie une sous-estimation des apports dont bénéficient les chefs de ménages. La non rétribution par le chef de ménage de ces services qui peuvent concerner aussi bien les tâches ménagères que des travaux tels que l'entretien du logement ou la garde des enfants effectuées par des parents proches constituent en effet aussi autant de dépenses en moins ou de revenus en plus pour le ménage qui en bénéficie.

3.1.3.2. La famille élargie source d'appuis intergénérationnels

Un autre aspect particulièrement significatif de l'entraide familiale mais aussi des réserves émises plus haut à l'encontre de l'hypothèse du cycle de vie a aussi été mis en évidence par l'enquête sur la famille (33) et concerne l'échange d'aide entre le chef du ménage et ses enfants.

Il a été constaté en effet aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural que l'aide que le chef de ménage reçoit de ses enfants est triplement supérieure à celle qu'il leur accorde. Autrement dit, "l'aide de promotion" (34) qu'une minorité de parents aisés pourraient bien accorder à leurs enfants demeure particulièrement réduite par rapport à "l'aide de subsistance" (35) qui va plutôt dans le sens enfants-parents et vise essentiellement à satisfaire les besoins matériels de parents âgés ou à revenus insuffisants. L'échange d'aide entre parents et enfants est donc tout en étant réciproque presque toujours asymétrique en faveur des parents, quelque soit la phase du cycle de vie de leurs enfants.

Les informations recueillies par cette enquête à l'aide d'une série de questions portant sur la perception de l'utilité de l'enfant par le chef du ménage eu égard notamment à sa contribution effective aux activités indépendantes du ménage et à la substituabilité de cette contribution sur le marché du travail ou à son rôle de pourvoyeur de revenus et d'assistance pour la vieillesse des parents a en effet montré que l'apport de l'enfant est appréciable ou tout au moins à prendre en considération dans l'appréciation de la charge qu'ils constituent pour leurs parents. Cette contribution est par ailleurs d'autant plus significative que, comme le montrent les deux tableaux suivants, elle est souvent effective avant l'âge théorique d'activité.

(32) Ou tout simplement par peur que les déclarations des enquêtés à propos des services rendus ou reçus de leurs familles puissent être perçues comme une manifestation de vanité ou au contraire un manque d'orgueil de l'enquêté en donnant de lui l'image d'un assisté.

(33) Mghari Mohamed, « Perception par les parents des coûts et bénéfices des enfants », *Enquête nationale sur la famille et les réseaux de solidarité familiale*, op. cit.

(34) *Idem.*

(35) *Idem.*

Tableau 7

Répartition des chefs de ménages (en %) selon l'aide effective des enfants âgés de 7 à 15 ans dans les activités indépendantes du ménage

Aide actuelle des enfants de 7 à 15 ans	Urbain	Rural	Ensemble
Oui	54,5	77,8	65,3
Non	45,5	22,2	34,7
Total	100	100	100

Source : CERED, Enquête nationale sur la famille, 1995.

Tableau 8

Répartition des chefs de ménage (en %) selon la substituabilité du travail des enfants âgés de 7 à 15 ans et le milieu de résidence

Substituabilité du travail des enfants	Urbain	Rural	Total
Appel à un enfant du ménage	84,2	81,3	82,6
Engager une tierce personne	4,4	7,4	6,1
Sans opinion	11,4	11,3	11,3
Total	100	100	100

Source : CERED, Enquête nationale sur la famille, 1995.

(36) L'aide familial est défini par l'enquête en question comme étant tout actif occupé qui travaille dans un ou plusieurs établissements pour le compte d'un membre de sa famille ou de son ménage sans être rétribué, la contrepartie étant sa prise en charge par le chef du ménage.

(37) Il ressort en effet de l'enquête sur la famille que la prise en charge par les enfants est le moyen le plus envisagé par les chefs de ménage pour subvenir à leur retraite (46,2 %). Ce moyen étant suivi par degré d'importance par les revenus d'activités indépendantes (35,1 %), la sécurité sociale (27,4 %) puis par

Le recouplement de ces données avec ceux relatifs à la répartition effective du volume des aides familiaux selon le lien de parenté avec le chef de ménage révèle que les enfants du chef de ménage constituent en effet la principale composante de la masse totale des aides familiaux (36) dont ils représentent 63,2 % du volume total se répartissant entre 9,5 % en milieu urbain et 90,5 % en milieu rural. La deuxième catégorie est représentée à 18 % du total par les époux ou épouses du chef de ménage dont la proportion dénote aussi la prépondérance en milieu rural (94 % contre 6 % en milieu urbain).

L'autre aspect à signaler, et qui est aussi significatif des réserves émises à propos du rapport de dépendance, réside dans la répartition des aides familiaux par groupe d'âge où on observe une concentration dans la tranche d'âge 15-24 (59 %). Cette concentration signifie une participation des enfants aux charges du foyer à un âge souvent précoce et par conséquent à interpréter comme un apport susceptible d'alléger la charge du chef du ménage et d'atténuer le rapport de dépendance.

Plus explicite enfin de la solidarité familiale et de l'apport des enfants, l'autre aspect mis aussi en évidence par les données de l'enquête sur la famille concerne la perception de l'utilité de l'enfant en tant que source de revenus et de soutien pour la vieillesse des parents (37). Cet aspect spécifique de la solidarité enfants-parents peut aussi être assimilé à un apport au budget du chef de famille dans la mesure où la charge de l'enfant est compensée par l'assurance de son soutien ultérieur, laquelle assurance dispense par conséquent le chef du ménage d'éventuelles cotisations de retraite.

Ainsi, hormis les facteurs avancés ci-dessus de l'évolution dans la structure du ménage et du rapport de dépendance dont les tendances sont de nature à atténuer l'effet défavorable de la structure par âge, il est d'autres raisons qui pourraient être avancées à l'encontre de l'effet défavorable à l'épargne et à l'accumulation souvent imputé à l'étendue de la famille. Les solidarités familiales et le soutien enfants-parents qui caractérisent les rapports familiaux et dont certains aspects ont tendance à se renforcer en réaction à l'apparition de facteurs de précarité sont autant de facteurs dont la prise en compte permet de nuancer les effets défavorables aux revenus des ménages imputés à l'étendue familiale.

3.2. Croissance démographique et faiblesse des revenus : l'imprécision du sens des causalités

Il ne s'agit pas ici de tout réfuter dans l'affirmation évoquée plus haut de l'influence d'une démographie galopante sur les revenus et l'épargne, mais de voir dans quelle mesure la relation de cause à effet n'est pas inversée. Autrement dit, il s'agit de voir dans quelle mesure cette relation de cause à effet ne serait elle même que la manifestation ex-post d'une inégalité antérieure des revenus d'où découlerait une faiblesse de ces revenus et partant un accroissement démographique pour les raisons précédemment invoquées.

3.2.1. La disparité des revenus, facteur déterminant du niveau de fécondité

Des explications plus ou moins raffinées ont essayé d'appréhender la relation entre la taille du ménage et la répartition du revenu ou de la dépense, où la variable dépendante paraît être parfois la fécondité (taille du ménage), et le plus souvent le niveau des revenus tel qu'il est déterminé par l'état de la répartition.

Il est en effet plus vraisemblable, au vu des nombreuses vérifications empiriques menées sur les interrelations entre la taille du ménage et le niveau de revenu, que la relation étroite observée entre ce dernier et le taux de fécondité reflété par la taille du ménage va dans le sens d'une influence du revenu sur la fécondité, autrement dit la variable explicative paraît être la répartition des revenus qui détermine le niveau des revenus et, partant, le niveau de fécondité.

• Un exemple intéressant est fourni à ce propos par une étude de R. Repetto (38) qui a présenté des données empiriques sur la relation causale qui lierait la répartition du revenu et la fécondité dans les pays en développement. La conclusion en est que la fécondité est négativement associée au revenu par une relation non linéaire, de sorte qu'un léger accroissement de revenu pour un couple pauvre entraîne une plus forte réduction de la fécondité que le même accroissement pour un couple riche. Ainsi, une redistribution du revenu dans le sens d'une réduction des inégalités aurait-elle pour conséquence une réduction du niveau moyen de fécondité dans les pays en question.

l'épargne (13,6 %). Il ressort aussi de cette enquête que la proportion des chefs de ménage qui comptent sur cette prise en charge augmente avec le nombre d'enfants. Cette proportion est ainsi passée de 2 % pour les chefs de ménage sans enfants à 9,9 % pour les ménages ayant 6 enfants et 46,2 % pour les chefs de ménage ayant 7 enfants et plus.

(38) R. Repetto, *Economic equality and fertility in developing countries*, Baltimore 1979. Cité par *l'Enquête sur la population et la consommation au Maroc*, op. cit., CERED, 1988.

(39) Non sans avoir donné lieu à des discussions statistiques (concernant notamment le problème de la transposition des résultats obtenus à partir des comparaisons internationales à l'évolution d'un pays au cours du temps), les effets de la répartition sur la fécondité dans les pays du Tiers-Monde semblent maintenant bien établis. On pourrait citer aussi l'étude de Flegg (1979) qui a porté sur un échantillon de 60 pays non communistes développés et moins développés, puis sur un sous-échantillon de pays moins développés sur la période 1968-1972. L'auteur y a montré, par une analyse de régression multiple, que le niveau du produit par tête et celui de l'inégalité (mesuré par l'indicateur d'Atkinson) étaient, parmi cinq variables (les trois autres étant le taux de mortalité infantile, le pourcentage des hommes analphabètes et le pourcentage des femmes économiquement actives), les deux qui exerçaient l'effet le plus sensible (et à peu près équivalent) : l'élasticité du taux de natalité par rapport à l'indice d'inégalité est de 2,3 % pour l'ensemble des 60 pays et de 3 % pour les 47 pays moins développés (par rapport au produit par tête, l'élasticité est respectivement de - 2,1 % et - 2,4 %). Cf. P. Guillaumont, t. 2, *op. cit.*, p. 260.

(40) R. McNamara, conférence du MIT 1977,

• Telle est la position soutenue en effet aussi par plusieurs auteurs (39) ainsi que de façon vigoureuse par R. McNamara (40) en 1977 qui présente l'état de la répartition des revenus comme bien supérieur à d'autres facteurs y compris le niveau de revenu moyen par tête. L'auteur illustre son argumentation par l'exemple de la Corée du Sud (PNB par tête de 400 \$ en 1973, pour une natalité de 19 ‰ en 1970, répartition relativement égalitaire) comparé à celui du Mexique (PNB de 890 \$, natalité de 45 ‰, répartition relativement inégalitaire). Il s'appuie aussi sur les résultats d'une étude relative à 40 pays en développement, selon laquelle l'augmentation de 10 % du revenu des 60 % les plus pauvres tend à s'accompagner d'une baisse du taux brut de natalité de 0,7 ‰, alors que la même augmentation du revenu moyen de l'ensemble de la population ne s'accompagne que d'une baisse de 0,3 ‰.

• Significative aussi du lien étroit qui lie la répartition à la taille du ménage, est l'étude effectuée par P. Visaria (41) dont se dégage l'idée de la pertinence du classement des ménages selon la dépense par tête plutôt que selon le critère de dépense totale du ménage. Le découpage en déciles de dépenses, effectué par l'auteur sur la base de données relatives à certains pays d'Asie, confirme en effet davantage l'hypothèse de la relation étroite qui lie la pauvreté à la taille du ménage (42), hypothèse qui devient, il est vrai, moins évidente quand le classement des mêmes ménages prend comme critère leur dépense totale.

3.2.2. Le cas du Maroc

Nonobstant les remarques déjà faites à propos des difficultés du passage de la dépense au revenu (43), d'une part et de la nature du découpage souvent effectué selon des classes de dépenses hétérogènes et de dimension inégale d'une enquête à l'autre, le classement des ménages par déciles de dépenses effectué selon différentes optiques par les enquêtes de consommation nous fournit des indications qui semblent corroborer les hypothèses émises ci-dessus de la relation étroite entre revenu et taille du ménage et du caractère déterminant de la répartition dans cette relation.

Qu'il s'agisse en effet des résultats concernant l'évolution du nombre moyen de personnes par ménage selon les déciles de dépense (tableau 9), de la reconstitution de l'évolution de la taille du ménage selon les groupes sociaux en tenant compte de leur niveau de vie (tableau 10), ou de l'évolution de l'indice de corrélation entre ces deux variables (tableau 11), les disparités de revenus incarnées par les disparités de dépenses semblent être le facteur d'explication commun qui détermine l'évolution de la taille du ménage dans la mesure où ils affectent et déterminent aussi d'autres variables dont l'influence sur la fécondité est manifeste (éducation, statut de la femme, accès aux moyens contraceptifs, perception du coût et de l'utilité de l'enfant...).

Tableau 9

Evolution du nombre moyen de personnes par ménage selon les déciles de dépense par personne en 1960, 1970, 1985 (ensemble du Maroc)

Décile/année	1960	1970	1985
1	6,3	6,1	7,7
2	6,1	6,5	7,2
3	5,8	6,4	6,9
4	5,9	6,5	6,8
5	5,9	6,6	6,3
6	5,8	6,5	6,1
7	5,5	5,8	5,6
8	5,3	5,5	5,0
9	4,8	5,7	4,4
10	4,4	4,8	3,4

Source : CERED, *Population et consommation au Maroc*, 1988.

Très significative aussi de l'intensité de la relation revenu/fécondité et du caractère vraisemblablement plus déterminant de l'inégalité des revenus, est la reconstitution plus affinée de l'évolution de la dépense par tête et de la taille du ménage selon les groupes sociaux qui illustre l'interaction entre niveaux de vie et niveaux de fécondité. Reconstitution où l'on peut relever une accentuation conjointe des écarts aussi bien des niveaux de vie (dépenses par tête) que des tailles du ménage correspondantes et ce en dépit d'une amélioration du revenu moyen au niveau des différentes catégories (tableau 10).

Tableau 10

Reconstitution de l'évolution conjointe de la dépense par tête et de la taille moyenne du ménage selon les groupes de dépense de 1960 à 1985 (44)

Groupes de dépense	Accroissement en % de la dépense par tête			Variation en pourcentage de la taille du ménage		
	1960-70	1970-85	1960-85	1960-70	1970-85	1960-85
Quatre déciles inférieurs	- 12,5	+ 74,0	+ 52,2	+ 7,7	+ 10,9	+ 18,3
Quatre déciles moyens	+ 31,8	+ 38,1	+ 82,0	+ 8,9	+ 4,9	+ 3,6
Deux déciles supérieurs	+ 126,9	+ 14,3	+ 159,4	+ 13,0	- 25,0	- 15,2

Source : CERED, *Population et consommation au Maroc*, 1988.

Mais plus significative que les relations établies par les tableaux ci-dessus où l'on peut tout aussi bien considérer que la fécondité soit la variable indépendante qui expliquerait l'inégalité et la faiblesse de la dépense (auquel cas une réduction de la fécondité qui affecterait en priorité les segments les plus démunis de la population serait de nature à atténuer les inégalités de répartition des revenus), est le résultat obtenu à travers la droite de

cité par P. Guillaumont, *op. cit.*, p. 260.

(41) P. Visaria, « Poverty and living standards in Asia », in *Population and Development Review*, juin 1980.

(42) Entre autres résultats de cette étude la diminution constatée en effet dans la taille du ménage en rapport avec les déciles de dépense : la taille moyenne variant du décile de dépense le plus bas au décile le plus élevé d'un maximum de 6,2 à 7,5 à un minimum de 2,7 à 4,6 personnes par ménage.

(43) A. Mezzine, « L'inégalité des revenus, facteur de régression de l'épargne », *op. cit.*

(44) Tableau reconstitué à partir des données relatives à l'évolution de la dépense per capita et de l'évolution de la taille moyenne du ménage pour les trois groupes sociaux pris en compte par *l'Enquête sur la population et la consommation au Maroc*.

régression de la taille moyenne du ménage selon le décile de la dépense par tête dont la pente exprime (tableau 11) une corrélation négative entre le niveau économique (dépense ou revenu) et la taille du ménage (fécondité). L'évolution constatée en effet aussi bien au niveau de la pente de cette droite ($-0,18$ à $-0,43$), qu'au niveau du coefficient de corrélation ($-0,93$ et $-0,98$), respectivement pour 1960 et 1985, indique non seulement une exacerbation du lien entre le niveau de vie et la taille du ménage mais aussi l'accentuation des disparités de revenus entre les deux périodes prises en compte.

Tableau 11
Paramètres de la droite de régression de la taille moyenne du ménage selon le décile de la dépense moyenne par tête

Paramètres	Urbain			Rural			Ensemble		
	1960	1970	1985	1960	1970	1985	1960	1970	1985
A	6,4	6,6	7,6	6,6	6,9	8,6	6,6	6,8	8,3
B	-0,20	-0,16	-0,40	-0,16	-0,15	-0,41	-0,18	-0,15	-0,43
r	-0,96	-0,89	-0,97	-0,86	-0,66	-0,95	-0,93	-0,75	-0,98

Source : CERED, *Population et consommation au Maroc*, 1988.

$T = A + b.D$

T : taille du ménage

b : pente de cette droite

A : constante de la droite de régression

D : le décile de la dépense par tête

Il apparaît donc en définitive, et c'est là l'idée qui semble se dégager de ces vérifications, que le niveau de fécondité est intimement lié au revenu mais demeure toutefois plus déterminé par l'état de la répartition des revenus que par leur niveau moyen. Dans la mesure, en effet, où la fécondité est une fonction décroissante, mais de moins en moins et donc de façon non linéaire, du revenu, ce qui est plus le cas dans les économies sous-développées que dans les économies développées où la relation est plutôt en U (décroissante puis croissante), il en résulte qu'à un même revenu moyen par tête correspond une moindre fécondité s'il est également réparti que s'il résulte du revenu élevé d'un petit nombre.

4. Conclusion

Frein ou facteur d'épargne, telle a été la question que nous nous sommes posée il est vrai de façon indirecte dans le débat de l'influence d'une démographie galopante sur les ressources, l'accumulation et partant sur le développement économique. Débat, où avons-nous remarqué que l'action sur les dépenses, les revenus et l'épargne des ménages, sans être explicite reste un passage obligé des différents arguments en présence.

Dans la mesure en effet où la taille du ménage influe directement sur sa consommation et sa dépense, les différences du taux d'accroissement

démographique ne peuvent qu'affecter différemment les revenus et l'épargne des ménages. L'effet sur le revenu et l'épargne de la croissance démographique est par ailleurs d'autant plus manifeste et différencié qu'il agit sur la structure par âge de la population, faisant en sorte qu'une population à croissance rapide aura tendance à être plus jeune et par conséquent augmente le nombre d'inactifs à charge en créant un rapport défavorable entre producteurs et consommateurs (hypothèse du cycle de vie et du rapport de dépendance)...

Toutefois, si l'arithmétique démographique semble plaider systématiquement en faveur d'un effet négatif de la croissance démographique sur le revenu et l'épargne, d'autres hypothèses ont montré que cet effet peut être atténué, voire dans certains cas devenir source de dynamisme et partant de revenus additionnels dans la mesure où il permet d'une part de stimuler l'effort productif des actifs pour subvenir aux besoins des personnes à charge (et ce, aussi bien à l'échelle du ménage qu'à l'échelle macro-économique) et d'autre part de générer à long terme des revenus qui résulteraient de l'assistance que fournira plus tard l'enfant à ses parents et à la collectivité (hypothèse de dynamisme social, investissement démographique)...

C'est dire la difficulté à apprécier l'influence des variables démographiques sur le développement, et partant à prendre parti dans une controverse où chaque argument paraît être autant justifié ou critiquable que son rival. L'effet sur les revenus et l'épargne des ménages, passage obligé de cette controverse étant d'autant plus complexe et difficile à apprécier que sa vérification doit tenir compte de plusieurs niveaux d'analyse :

- le niveau de développement ;
- le niveau macro ou micro économique ;
- le niveau familial (ou du ménage) et le niveau individuel ;
- l'appréhension de l'ensemble d'un cycle de vie ou d'une période donnée, au risque que les effets observés soient influencés par des variations conjoncturelles sans rapport à la croissance démographique ;
- le sens des causalités.

Autant de précautions pour qui voudrait procéder à une vérification approfondie des différentes hypothèses théoriques que l'on vient d'exposer.

L'objectif plus modeste de cette réflexion ayant été tout au plus une tentative d'apprécier dans le cas du Maroc de la portée de certaines hypothèses faisant des structures démographiques un frein systématique à la formation de l'épargne d'une part, d'autre part de faire ressortir certaines limites de l'argument imputant la disparité et la faiblesse des revenus à l'accroissement démographique. L'une comme l'autre des deux hypothèses pêche, respectivement, par la non prise en compte de certains facteurs spécifiques susceptibles d'atténuer les effets considérés et par l'imprécision quant au sens des causalités.

Références bibliographiques

- Ando A. et Modigliani F. (1957), « Test of the Life Cycle Hypothesis of Saving », *Bulletin of Oxford University Institute of Economics and Statistics*, vol. 19, mai.
- CERED (1996), *Famille au Maroc, les réseaux de solidarité familiale*, Rabat.
- CERED (1988), *Population et consommation au Maroc*, Rabat, novembre.
- CERED (1997), *Sécurité sociale et développement socio-économique*, Rabat.
- Chesnais J.C. et Sauvy A. (1975), « Croissance démographique et développement économique dans les pays peu développés de 1960 à 1972 », *Population*, novembre-décembre, p. 1150-1155.
- Coale A., Hoover E. (1958), *Population Growth and Economic Development in Low Income Countries : a case study in India Prospects*, Princeton University Press.
- El Harras M. (1996), « Les réseaux de solidarité familiale », *Enquête nationale sur la famille et les réseaux de solidarité familiale*, CERED, Rabat.
- Guillaumont P., *Economie du développement*, collection Themis, PUF, t. 2.
- Kuznets S. (1978), « Size and age structure of family households : exploratory comparisons », *Population and Development Review*, juin.
- Masson A. (1983), « Profils d'accumulation patrimoniale et modèles de cycles de vie », revue économique (*Epargne et patrimoine des ménages*), vol. 34, n° 1 janvier, PUF.
- Mezzine A. (1995), « L'inégalité des revenus, facteur de régression de l'épargne », *Annales marocaines d'économie*, n° 13, automne.
- Mghari M. (1996), « Perception par les parents des coûts et bénéfices des enfants », *Enquête nationale sur la famille et les réseaux de solidarité familiale*, CERED, Rabat.
- Nouijai A. et Lfarakh A. (1985), Quelques facteurs explicatifs de l'évolution des ménages et des familles selon la taille, 6^e colloque de démographie maghrébine, CERED, Rabat.
- Repetto R. (1979), *Economic equality and fertility in developing countries*, Baltimore.
- Tabah L. (1975), *Population Growth and Economic Development in the Third World*, Ordina ed.
- Tobin J., « Les disparités internationales de comportement d'épargne : une analyse par le cycle de vie », étude reprise de la revue *Problèmes économiques* par le quotidien *l'Opinion* du 16/1/1991.
- Visaria P. (1980), « Poverty and living standards in Asia », in *Population and Development Review*, juin.